



Transports, énergie et environnement

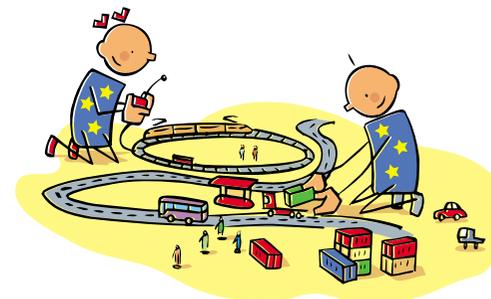
Les transports et l'énergie sont deux facteurs vitaux pour l'économie de l'Union. Les Européens, certes, mais aussi les produits qu'ils consomment en quantités toujours croissantes, sont transportés d'un bout à l'autre du continent de toutes les manières, mais surtout par la route.

Les besoins en transports et en énergie suivent le rythme du développement économique. Cela se traduit malheureusement par une augmentation de l'encombrement routier et de la consommation de carburant, deux phénomènes qui, à leur tour, aggravent la pollution. Ce sont des problèmes d'ampleur européenne qui exigent de l'Union des solutions d'ampleur tout aussi européenne.

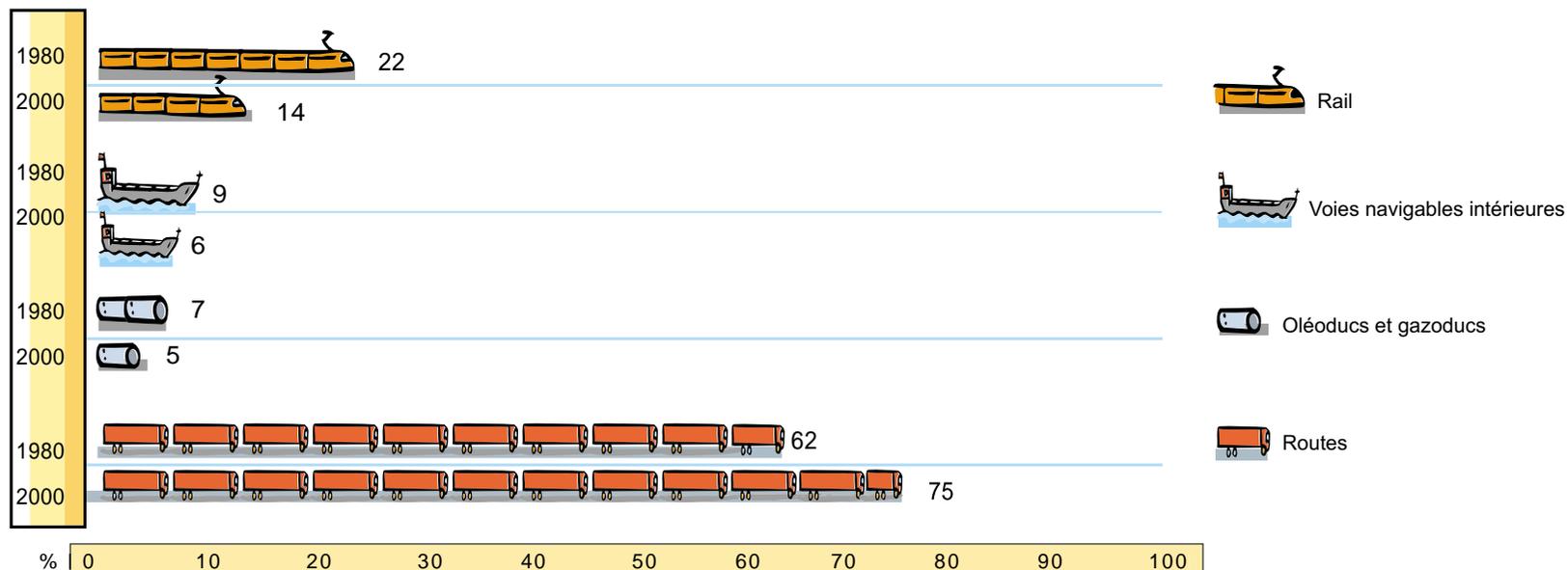


Qui veut voyager loin...

Les chemins de fer et les voies navigables intérieures (c'est-à-dire les rivières et les canaux), jadis tellement importants pour l'acheminement des marchandises et des personnes en Europe, ne se voient plus confier qu'un cinquième du volume des transports, dont les trois quarts se font maintenant par la route. Le graphique illustre la répartition des transports intérieurs en Europe entre les différents modes de transport, ainsi que l'évolution de cette répartition au cours des récentes décennies.



Répartition des transports intérieurs par mode de transport (en tonnes par km) en 1980 et 2000 (en %)



Les chiffres englobent l'Europe des Quinze, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

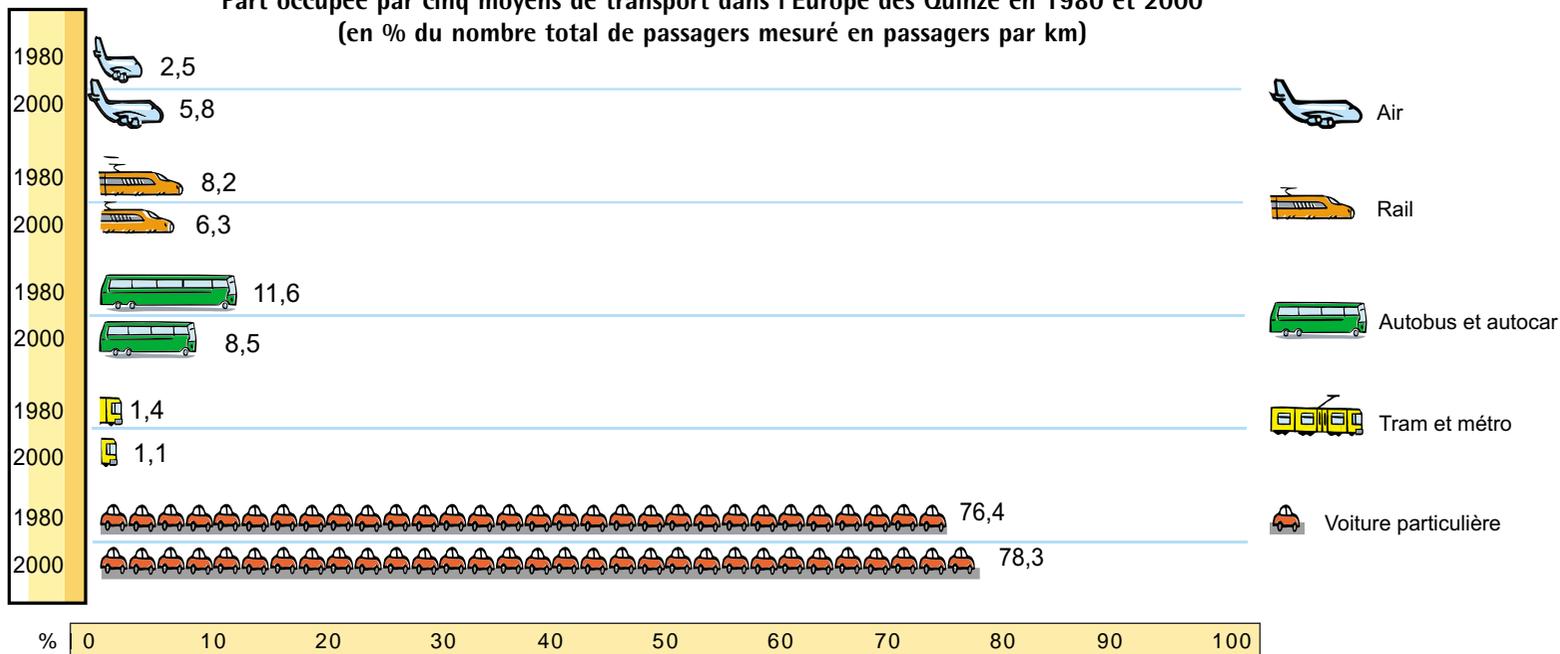
Source: Eurostat.

Les transports aériens, eux aussi, ont rapidement gagné en importance au cours des vingt dernières années, avec pour corollaire l'engorgement des aéroports européens. Pour résoudre ce problème, l'Union travaille à la mise au point d'un système uniforme de contrôle du trafic aérien, le «ciel unique européen».

Pour rendre le trafic routier plus fluide, l'Union encourage les sociétés de transport à recourir autant que possible au train, aux péniches et aux cargos. Par ailleurs, elle épaula les autorités locales dans leurs efforts pour promouvoir et améliorer les transports publics, en particulier dans les villes européennes paralysées par les embouteillages.



Part occupée par cinq moyens de transport dans l'Europe des Quinze en 1980 et 2000
(en % du nombre total de passagers mesuré en passagers par km)

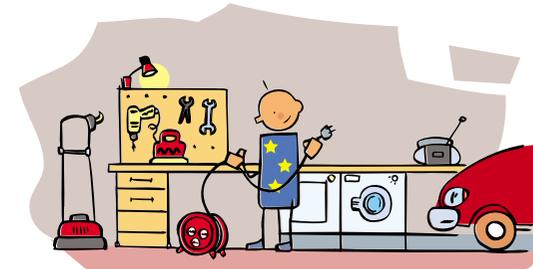


Source: Commission européenne.

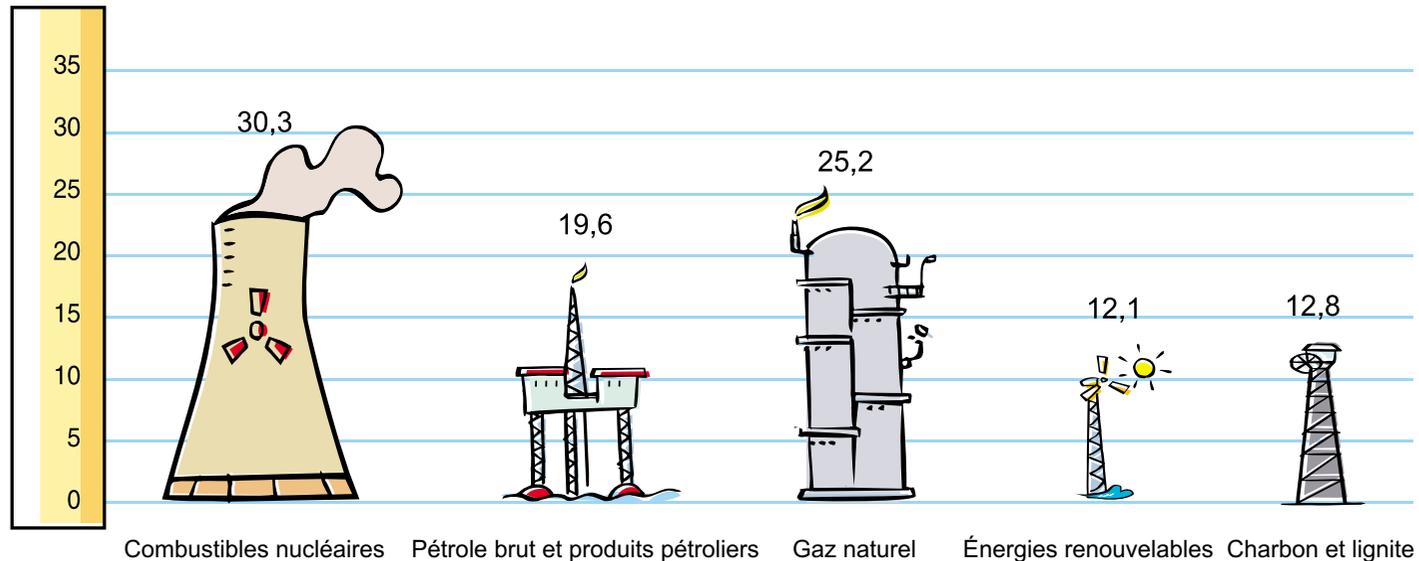


Que la lumière soit!

On appelle «énergie primaire» l'énergie extraite de sources naturelles (charbon, lignite, pétrole brut, gaz naturel, combustible nucléaire) ou renouvelables (vent, eau, soleil ou chaleur terrestre). Le graphique indique la contribution de chacune de ces sources d'énergie à la production totale d'énergie primaire dans l'Union.



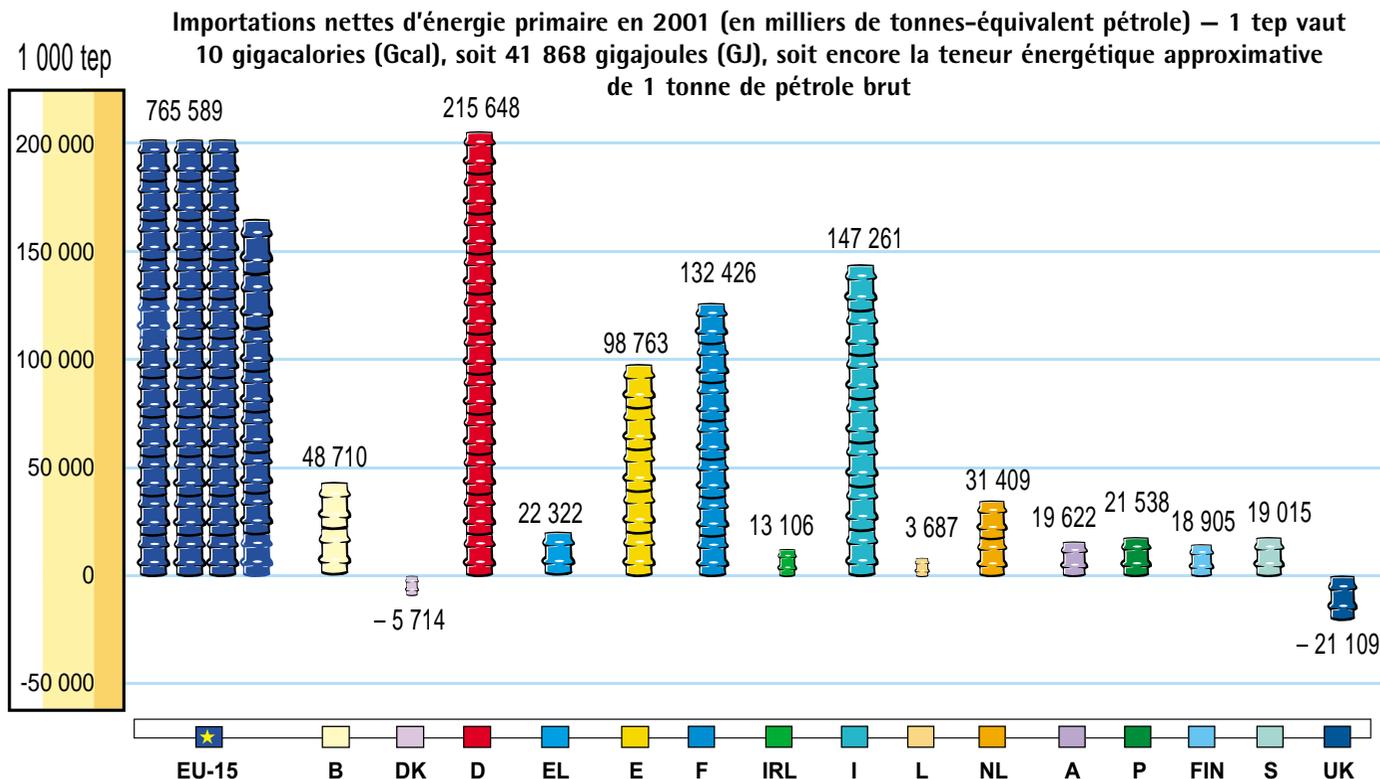
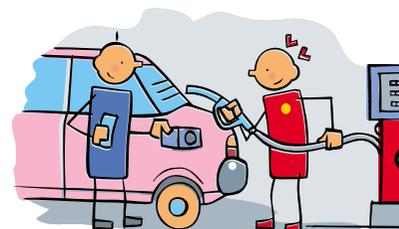
Production d'énergie primaire dans l'Europe des Quinze par source énergétique en 2001 (en %)



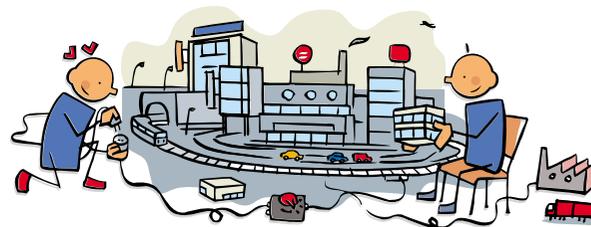
Source: Eurostat.

Deux États membres – le Danemark et le Royaume-Uni – sont exportateurs nets d'énergie grâce à leurs réserves pétrolières et gazières en mer du Nord, mais l'Union dans son ensemble ne produit qu'environ la moitié de sa consommation énergétique et importe le reste.

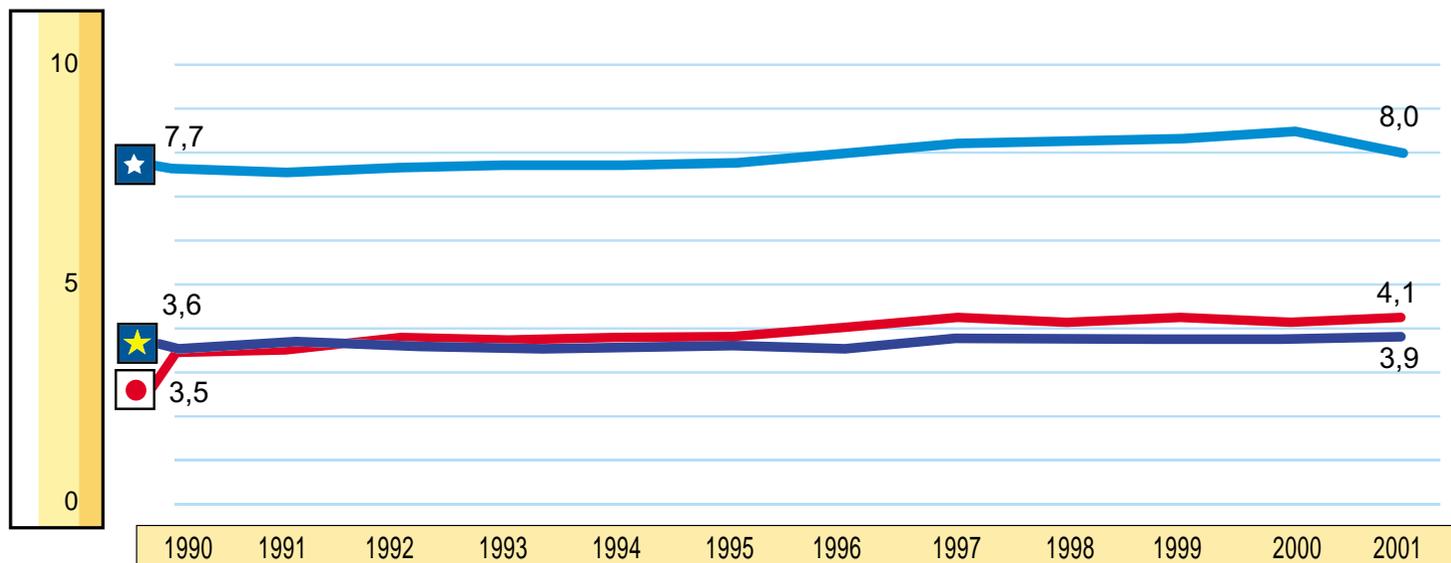
Sa dépendance vis-à-vis des importations de ressources énergétiques (et, plus spécifiquement, de pétrole) rend l'Europe vulnérable aux crises politiques internationales, telle la crise pétrolière de 1973. L'Union ne ménage donc pas ses efforts pour développer ses propres ressources en la matière.



Un Européen consomme moins d'énergie qu'un Américain ou qu'un Japonais. Il n'empêche que la demande énergétique est à la hausse dans la plupart des pays, de sorte qu'il est nécessaire de mettre au point des technologies moins gourmandes en énergie, comme les moteurs automobiles à consommation réduite.

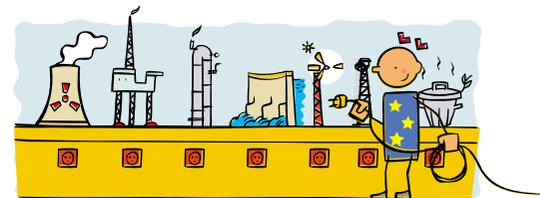


Consommation d'énergie primaire par habitant entre 1990 et 2001 dans l'Europe des Quinze, aux États - Unis et au Japon (en tep par habitant)

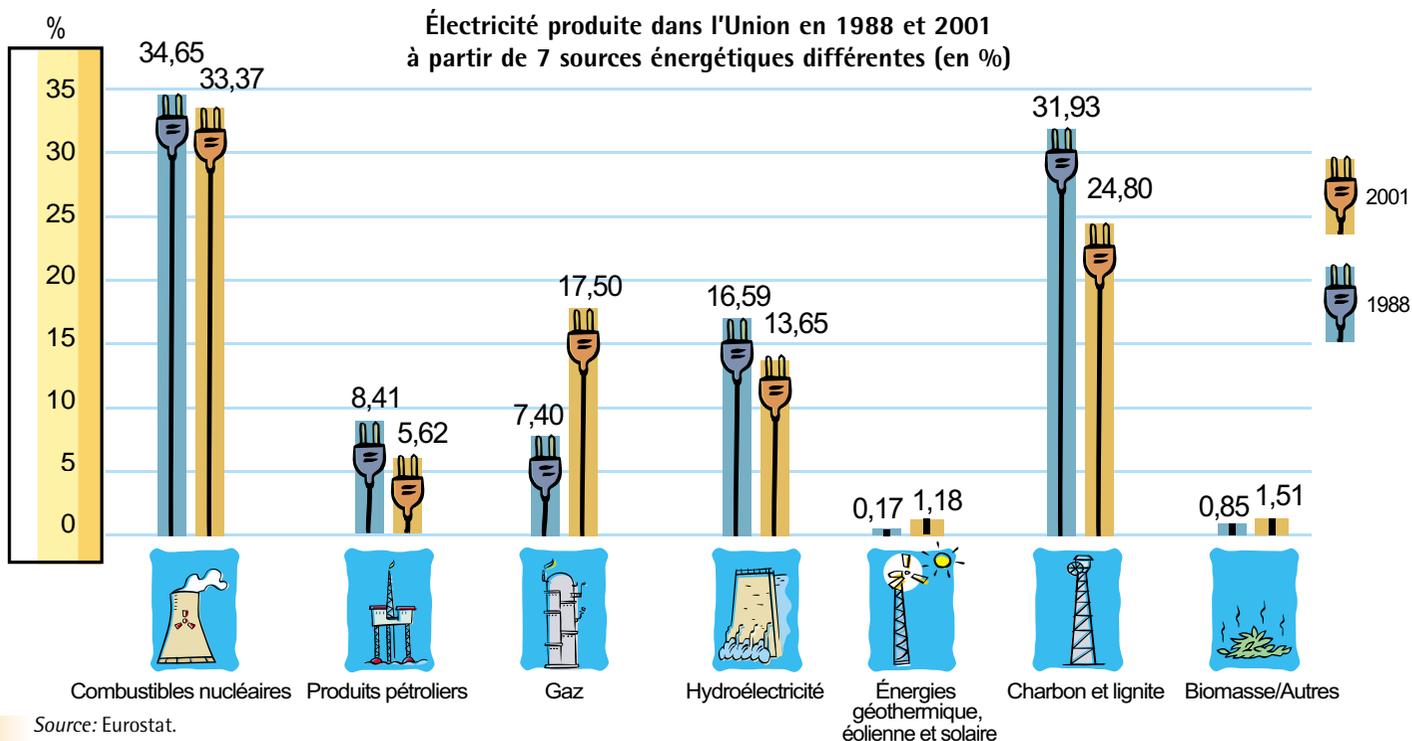


Sources: Eurostat, IEA.

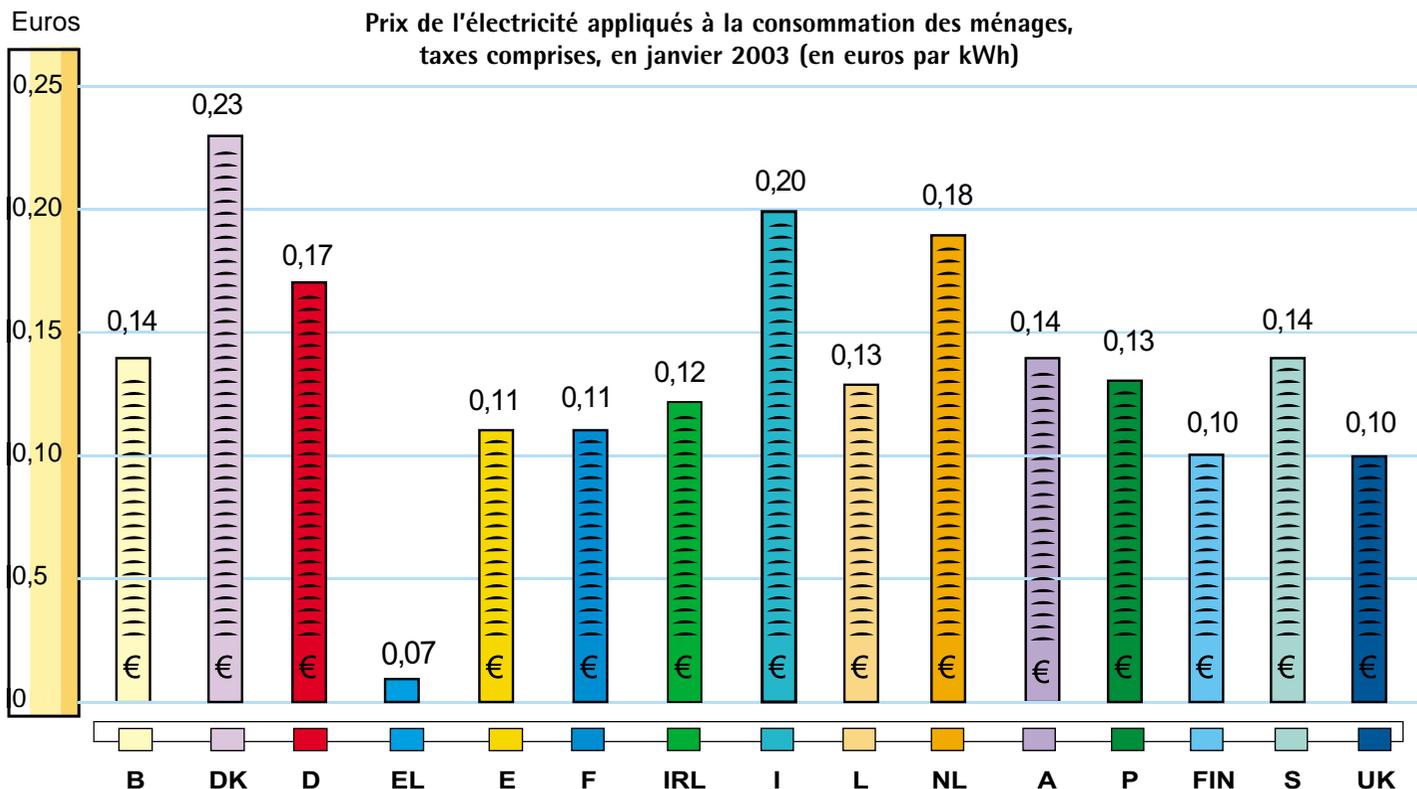
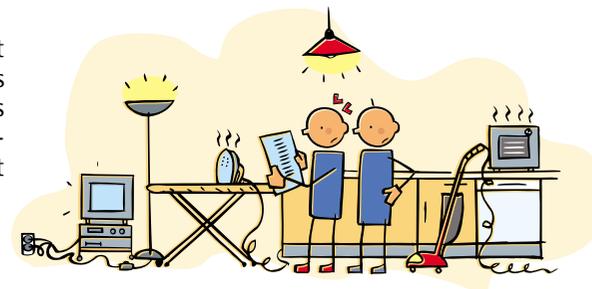
À une certaine époque, l'Union produisait une bonne partie de l'énergie électrique qu'elle consommait par l'exploitation du charbon et du lignite, dont elle avait d'abondantes réserves. Mais à mesure que ces réserves s'amenuisaient, l'extraction du charbon dans de nombreux pays est devenue trop chère. Entre temps, on a pu avoir accès à d'immenses gisements de gaz naturel, un combustible relativement propre auquel ont été converties les centrales thermiques jadis alimentées en combustibles solides.



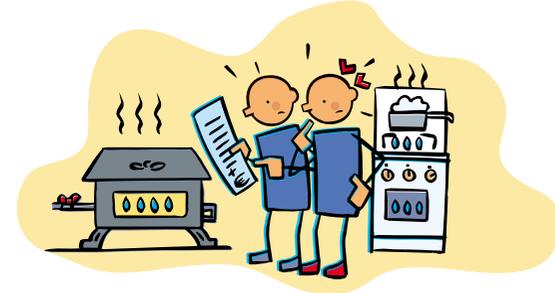
Toutefois, les réserves de combustibles fossiles, toutes catégories confondues, ne sont pas illimitées, et leur exploitation provoque des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) qui sont partiellement responsables du réchauffement de la planète. Aussi l'Union s'efforce-t-elle tout particulièrement de développer des sources d'énergie renouvelable et non polluante.



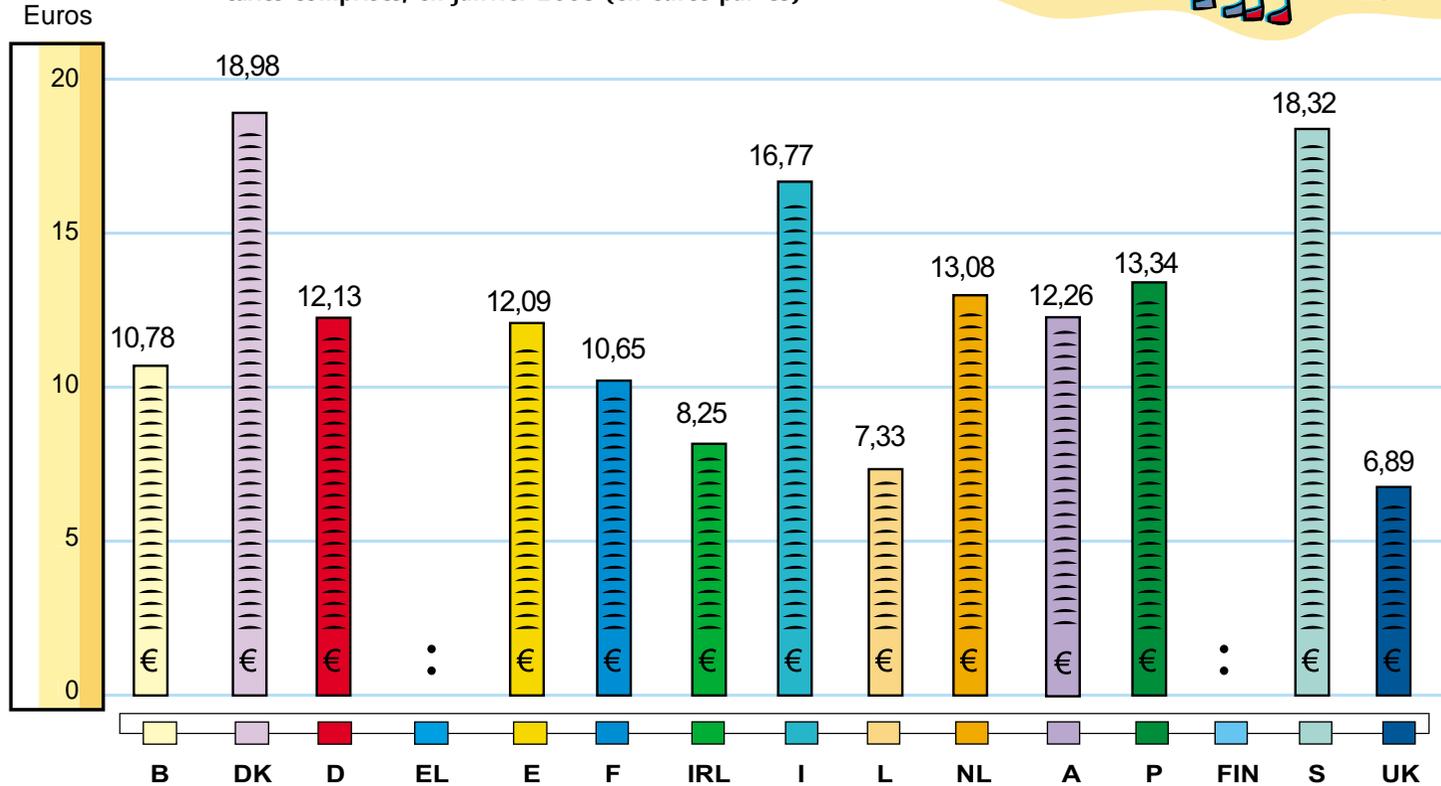
Les prix du gaz et de l'électricité appliqués à la consommation des ménages varient considérablement d'un État membre à l'autre, surtout lorsqu'on prend en compte les taxes perçues par les pouvoirs publics. Pour faire baisser les tarifs, l'Union ouvre les marchés nationaux du gaz et de l'électricité à une concurrence accrue et, parallèlement, édifie des réseaux transeuropéens qui achemineront l'énergie à moindre coût et plus efficacement à travers tout le territoire communautaire.



Source: Eurostat.



Prix du gaz naturel appliqués à la consommation des ménages, taxes comprises, en janvier 2003 (en euros par GJ)



Il n'existe pas de chiffres disponibles pour la Finlande et la Grèce, où l'utilisation du gaz naturel à des fins ménagères est très peu répandue.

Source: Eurostat.



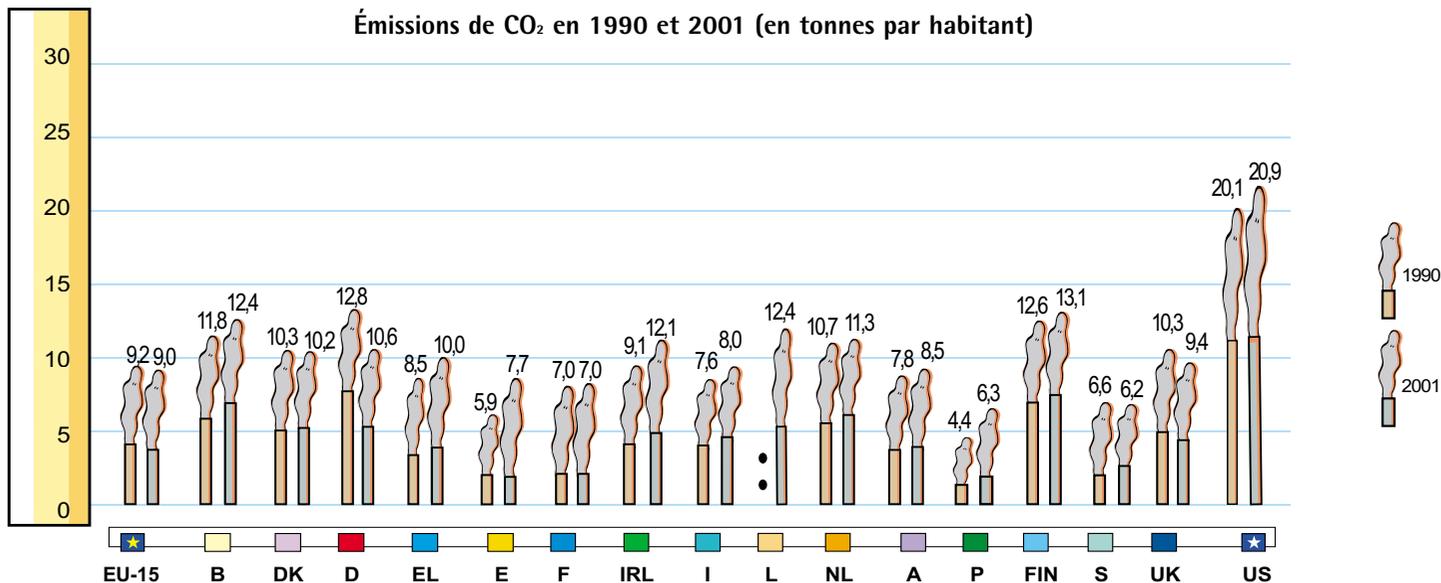
Protéger l'environnement

La pollution ne connaît pas de frontières et ne peut être combattue efficacement que par une action concertée des pays touchés. C'est pourquoi des mesures de protection de l'environnement doivent être appliquées à l'échelle européenne. Le développement durable est une priorité majeure pour l'Union, qui tient compte de cet impératif dans l'élaboration de toutes ses politiques.



En brûlant des combustibles fossiles, l'Europe émet dans l'atmosphère du CO₂. Or, le CO₂ est un «gaz à effet de serre» qui vient aggraver le problème du réchauffement climatique. Voilà qui explique pourquoi l'Union collabore avec ses partenaires mondiaux pour réduire ces émissions: en signant le protocole de Kyoto, elle s'est engagée à les stabiliser à compter de 2000. La situation diffère d'un État membre à l'autre, mais, sur le territoire communautaire, les émissions sont désormais plus basses qu'en 1990. Il faut agir cependant pour enrayer l'accroissement des émissions provenant du secteur des transports.

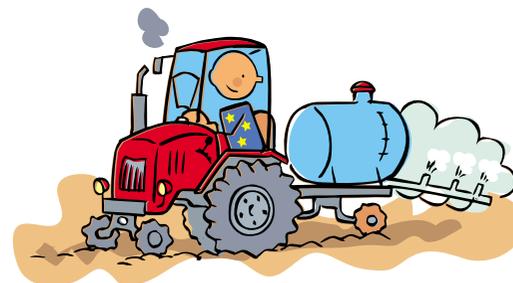
Émissions de CO₂ en 1990 et 2001 (en tonnes par habitant)



L: chiffres de 1990 non disponibles.

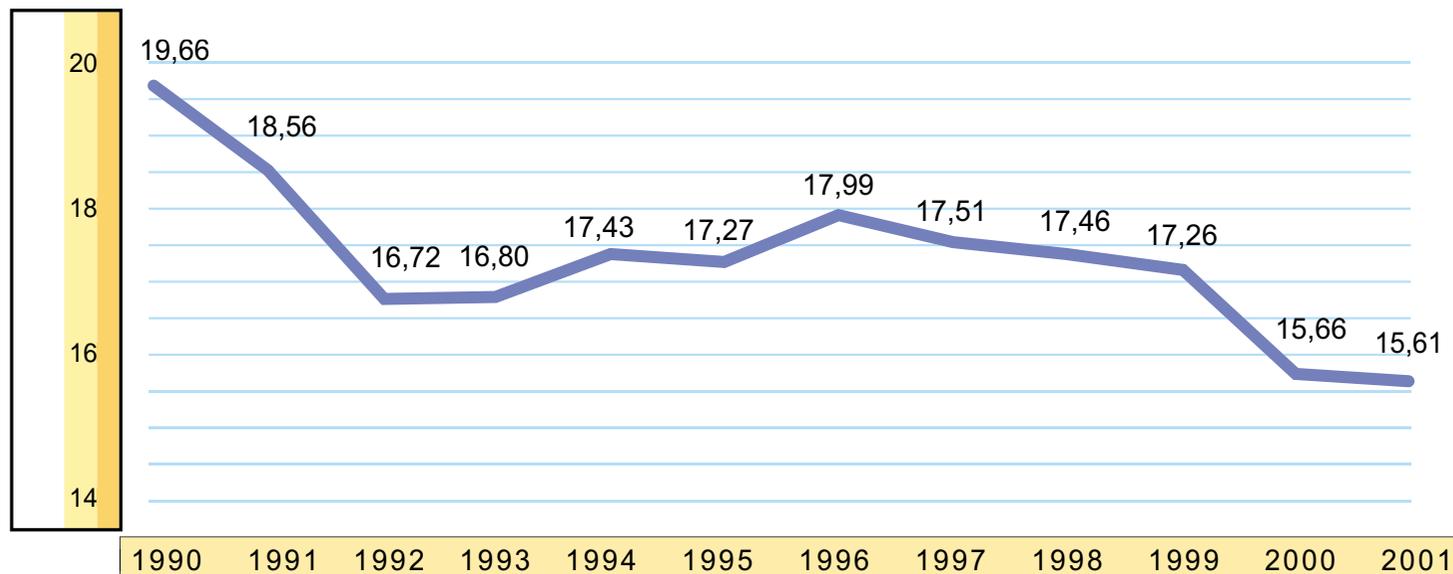
Sources: Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Agence européenne pour l'environnement et Eurostat.

Autre problème auquel est confrontée l'Union: la pollution de l'eau. Ainsi, la pluie charrie dans les cours d'eau de toute taille des engrais qu'elle prélève sur les terres agricoles, et pollue les réserves d'eau douce. Pour éviter cela, les agriculteurs européens utilisent moins d'engrais chimiques (phosphate, azote et potasse).



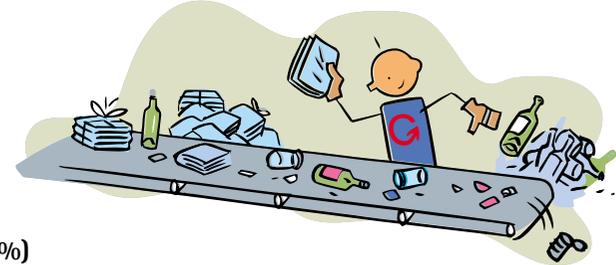
Tendances dans l'emploi d'engrais commerciaux dans l'Europe des Quinze entre 1990 et 2001 (en millions de tonnes)

Millions de tonnes

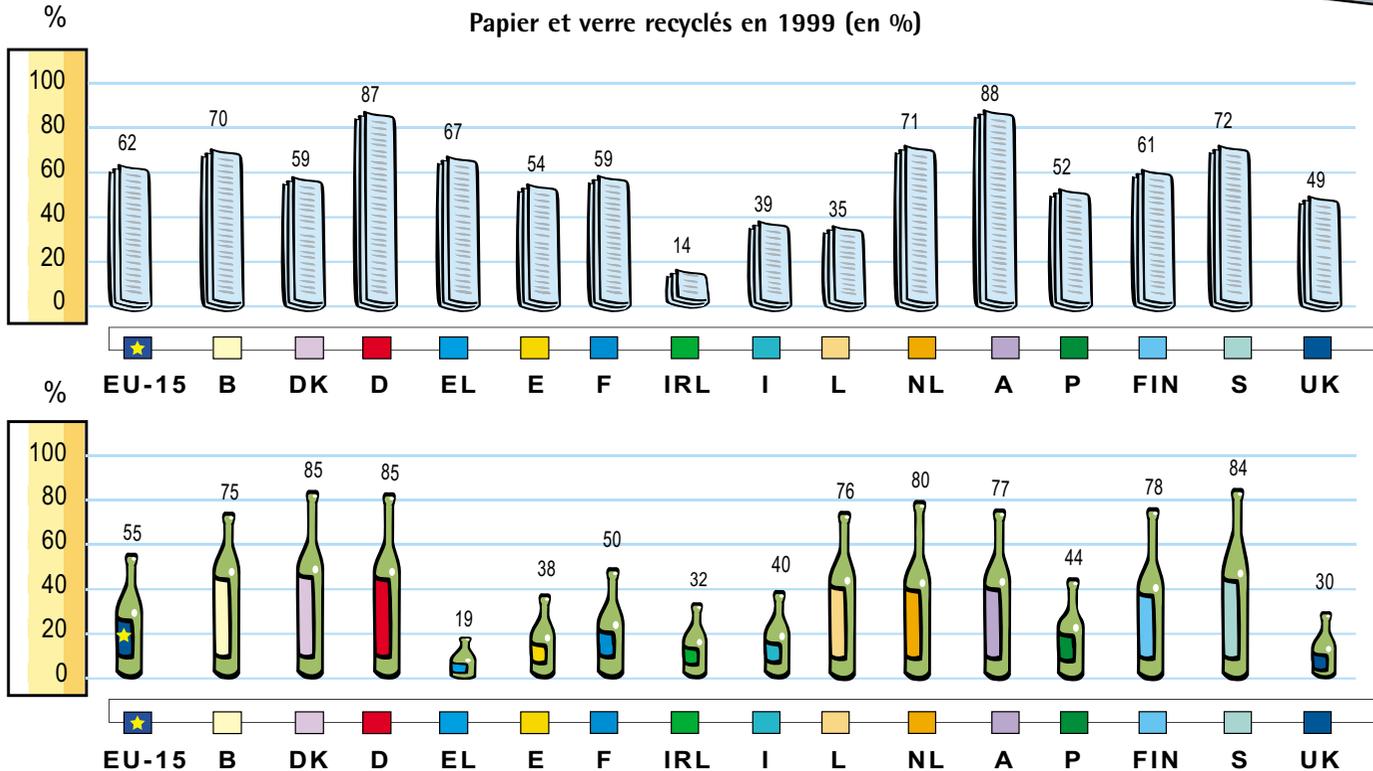


Sources: Commission européenne, Nations unies, bases de données statistiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Faostat).

Le recyclage de déchets tels que le papier et le verre est une bonne chose pour l'environnement. Il permet d'épargner les arbres, d'économiser de l'énergie et de restreindre l'expansion des décharges, sans compter qu'il aide à combattre la pollution atmosphérique. La plupart des États membres ont progressé sur ce front.



Papier et verre recyclés en 1999 (en %)



Source: Commission européenne.



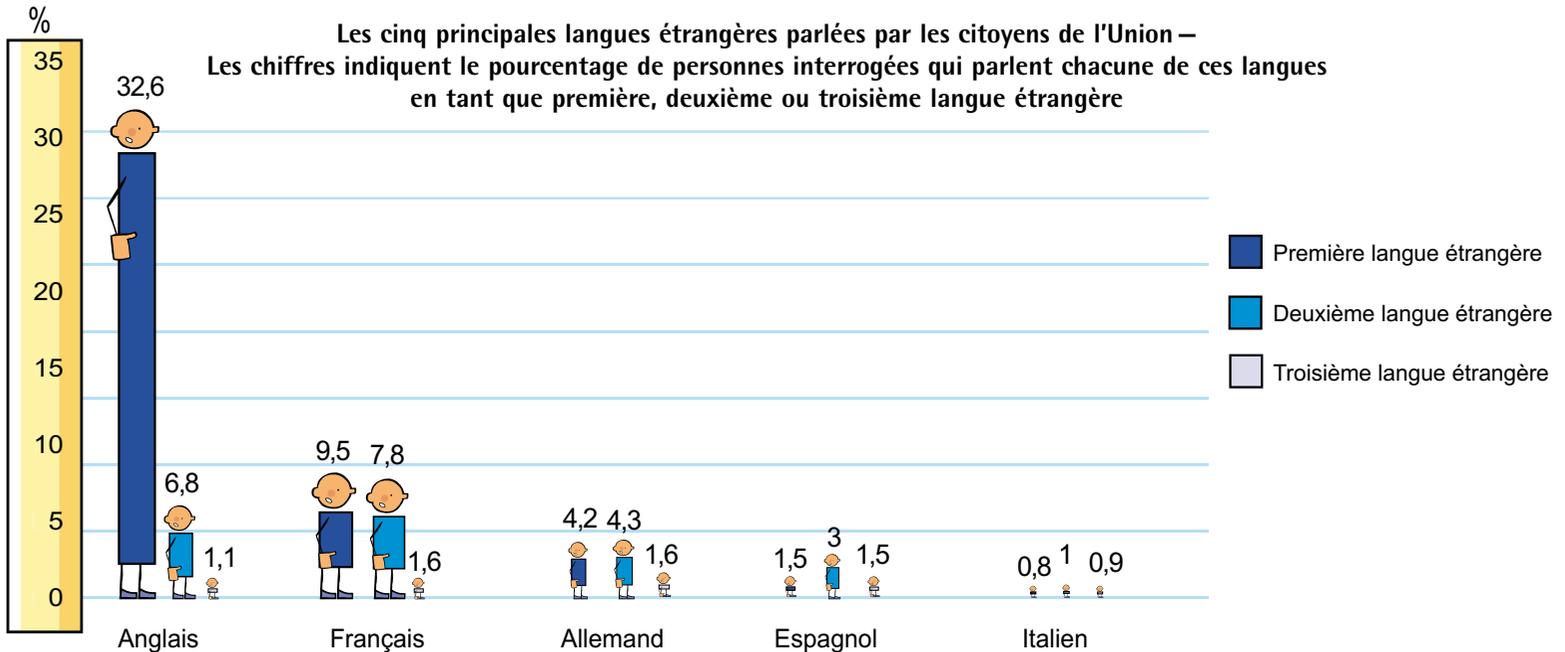
Vivre ensemble

De plus en plus, les citoyens de l'Union apprennent à se connaître, et leur sentiment d'appartenir à une communauté d'Européens se fait plus intense. Beaucoup passent leurs vacances dans un autre État membre, et ils sont toujours plus nombreux à étudier et à travailler à l'étranger, grâce à la libre circulation des personnes sur le territoire communautaire. Par ailleurs, un fort pourcentage d'élèves des établissements scolaires européens apprend au moins une langue étrangère européenne.

Les Européens parlent entre eux

Selon une étude datant de décembre 2000:

- 53 % des Européens se disent capables de parler au moins une langue européenne en plus de leur langue maternelle;
- 26 % des Européens se disent capables de parler deux langues étrangères;
- outre leur langue maternelle, les Européens connaissent l'anglais (41 %), le français (19 %), l'allemand (10 %), l'espagnol (7 %) ou l'italien (3 %);
- dans l'ensemble, l'anglais est la langue le plus souvent parlée comme première langue étrangère en Europe.



Source: Eurobaromètre.



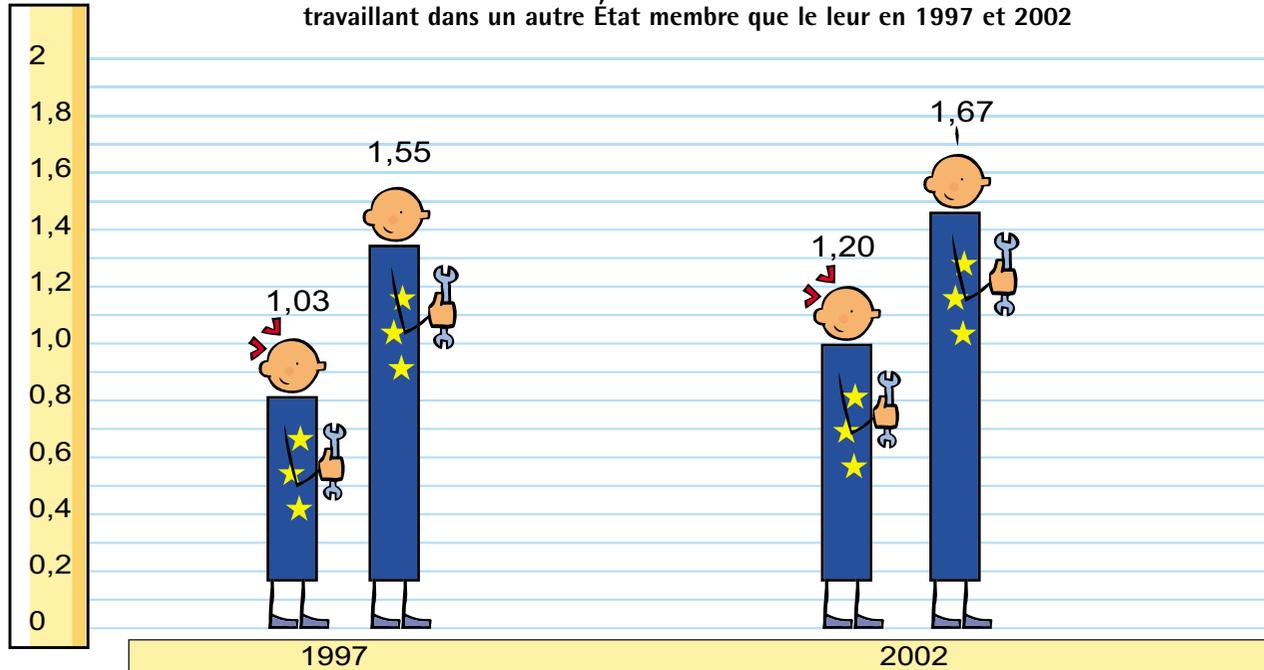
Les Européens travaillent ensemble

Le nombre de citoyens de l'Union travaillant dans un autre État membre a augmenté, à mesure qu'ils prennent conscience des possibilités qui s'offrent ainsi à eux. La liberté de circulation est devenue une réalité à l'intérieur du marché unique.



Millions

Nombre de citoyens de l'Union (avec ventilation par sexe)
travaillant dans un autre État membre que le leur en 1997 et 2002



Les chiffres ne prennent pas en considération les étrangers travaillant en Italie.

Source: Commission européenne.

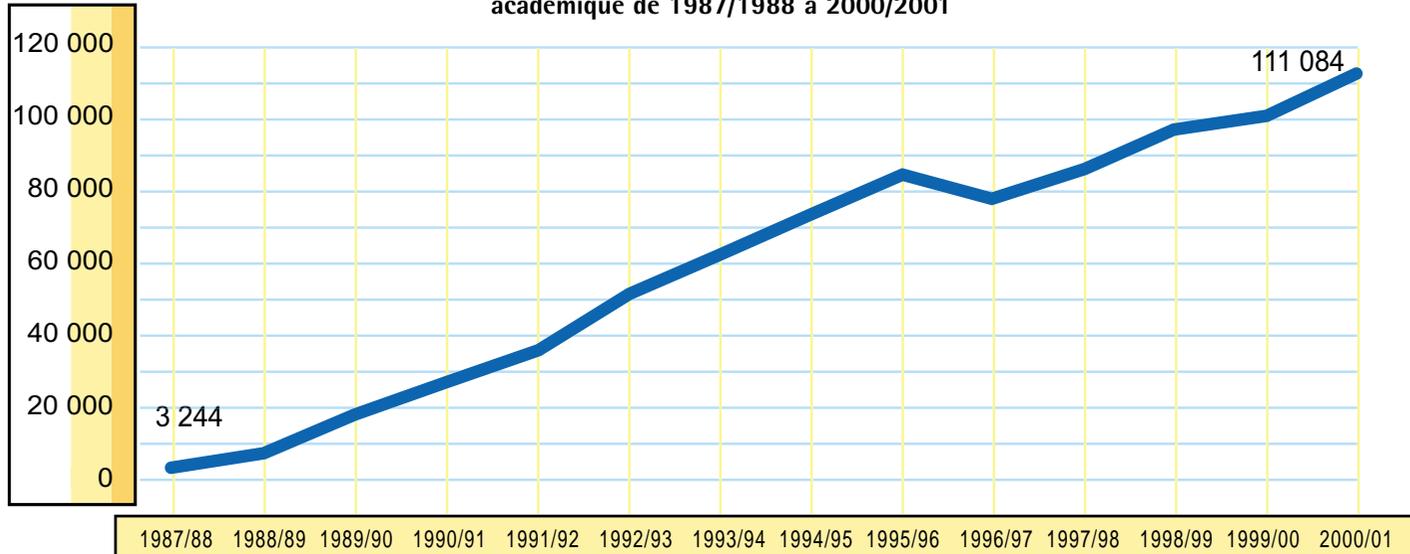


Les Européens étudient ensemble

De plus en plus de jeunes Européens étudient dans d'autres États membres que le leur. Ils le doivent essentiellement à des programmes communautaires tels qu'Erasmus, qui, introduit en 1987, a permis à plus de 1 million d'étudiants de devenir «mobiles».



Nombre d'étudiants participant au programme Erasmus pour chaque année académique de 1987/1988 à 2000/2001

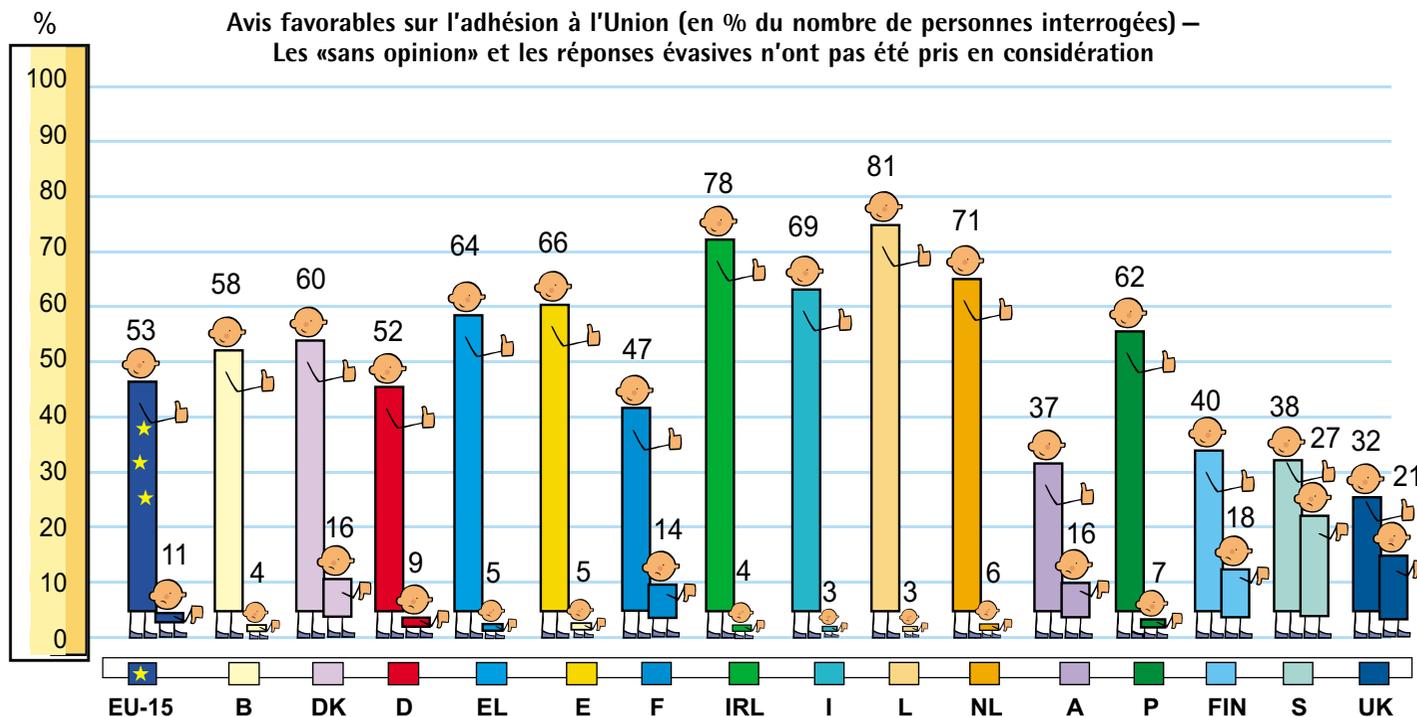


Source: Commission européenne.



Les Européens se sentent... européens

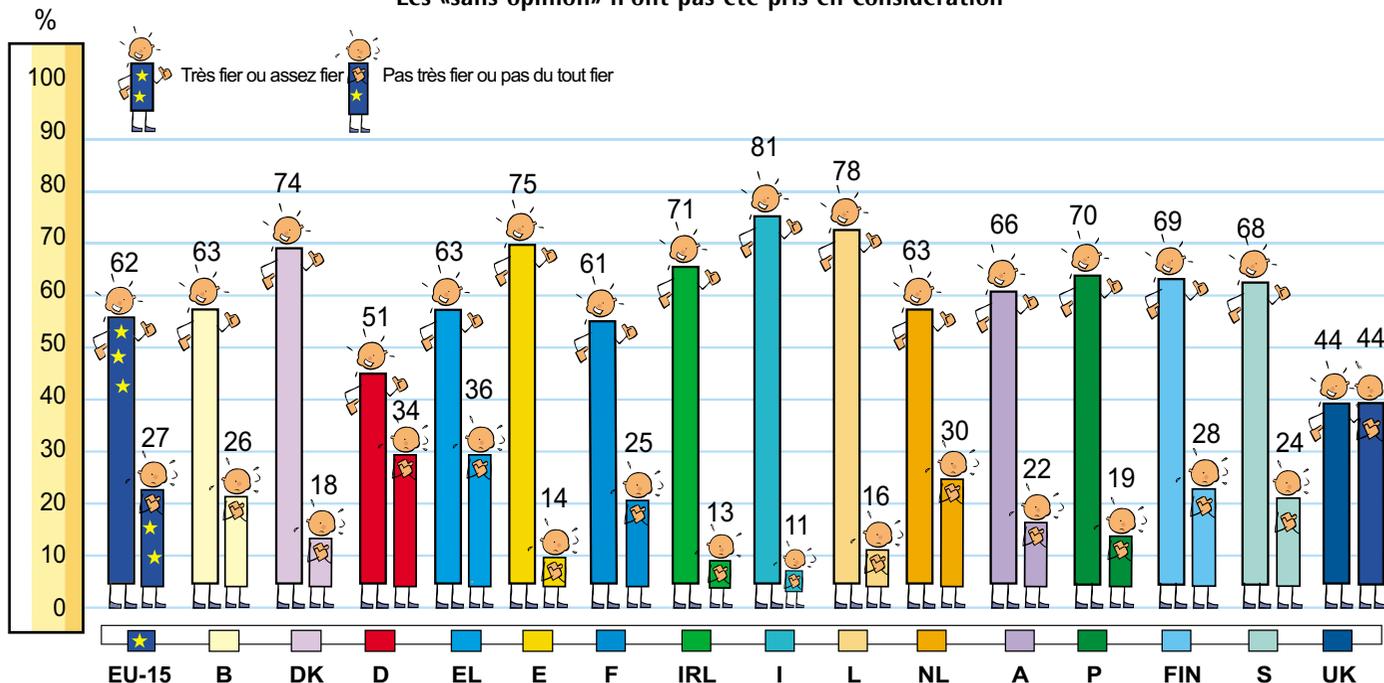
Le soutien de l'opinion publique à l'Union varie selon les États membres et au fil du temps. Selon une étude Eurobaromètre de mai 2002, l'adhésion suscite le mécontentement le plus vif dans les pays «riches» récemment entrés dans l'Union (Autriche, Finlande et Suède) et au Royaume-Uni (l'«euroscepticisme» de la presse britannique est bien connu). La situation est diamétralement opposée au Luxembourg (l'un des six pays fondateurs de l'Union, qui affiche un niveau de vie élevé) et en Irlande, qui a beaucoup prospéré depuis qu'elle fait partie des Quinze.



Au printemps 2002, un échantillon représentatif de citoyens de l'Union a été invité à répondre, dans le contexte d'une étude Eurobaromètre, à la question suivante: «Diriez-vous que vous êtes très fier, assez fier, pas très fier ou pas du tout fier d'être européen?» Un quart des personnes interrogées ont choisi les deux dernières possibilités. Cela peut s'expliquer par une méconnaissance des réalisations de l'Union ou par un sentiment de déception au vu des résultats obtenus. Dans un cas comme dans l'autre, il est clair que l'Union doit informer davantage les citoyens européens et les associer de plus près à ses processus décisionnels, démarches qui sont devenues des priorités absolues pour ses dirigeants.



Degré de fierté suscité par l'appartenance à la Communauté des Européens (en % du nombre de personnes interrogées) – Les «sans opinion» n'ont pas été pris en considération



Source: Eurobaromètre.



Les nouveaux États membres et les pays candidats

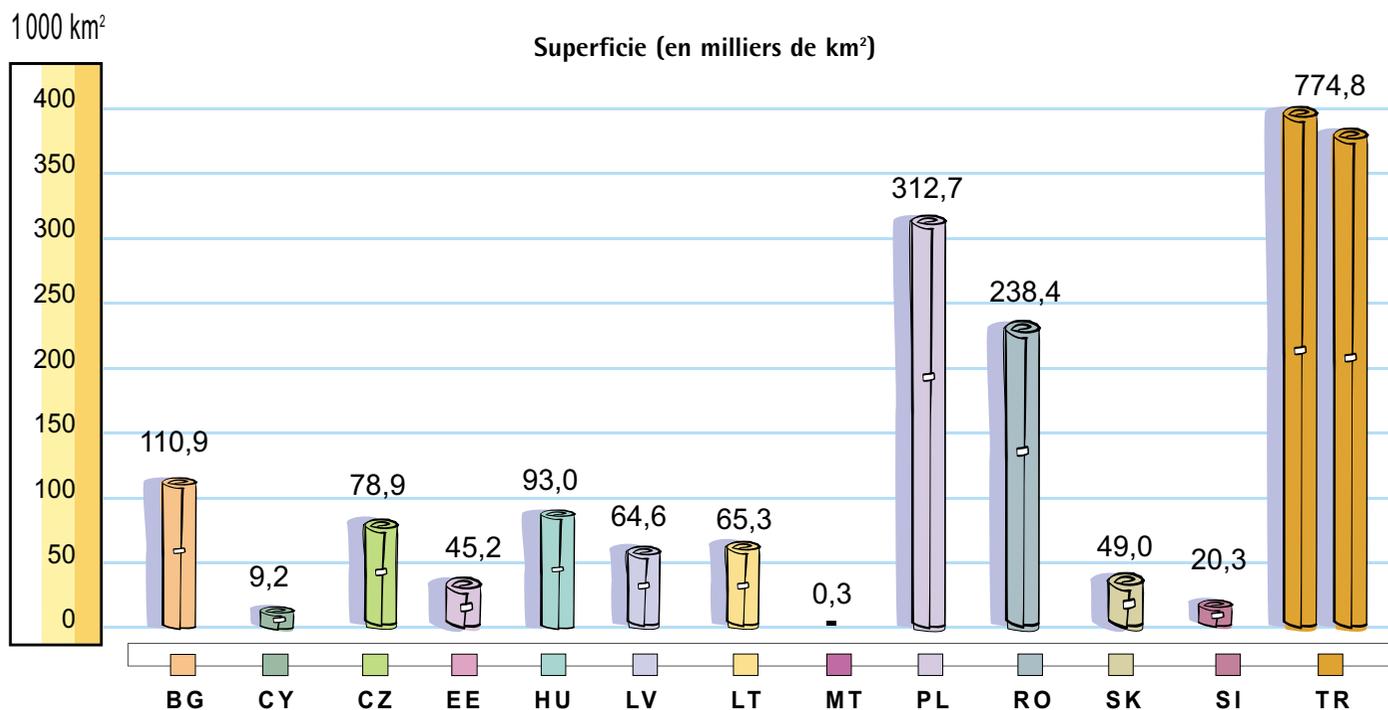
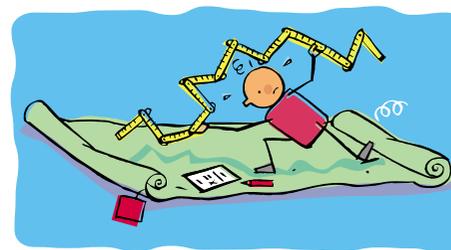
Les treize pays évoqués dans les paragraphes qui suivent ont tous reçu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Avant de pouvoir entrer dans l'Union, les candidats doivent posséder un régime démocratique stable et des institutions propres à garantir la primauté du droit et le respect des droits de l'homme, ainsi qu'une économie de marché opérationnelle et compétitive.

Dix des treize candidats répondent à ces critères, ont mené à leur terme les négociations d'adhésion et font partie de l'Union depuis le 1^{er} mai 2004. Deux autres, la Bulgarie et la Roumanie, espèrent leur emboîter le pas en 2007. La Turquie est le treizième candidat.



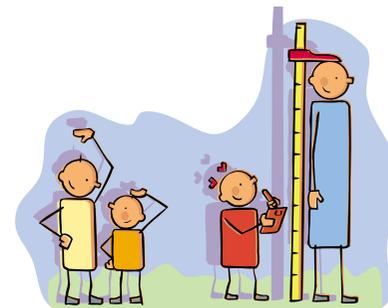
Leur taille

Le processus d'élargissement qui, au cours des prochaines années, ouvrira les portes de l'Union à douze des treize pays candidats augmentera la population communautaire de plus de 100 millions d'habitants; la superficie de l'Union gagnera plus de 1 million de kilomètres carrés. La Turquie apporterait 70 millions d'habitants supplémentaires et étendrait la surface du territoire communautaire de plus de 18 %.

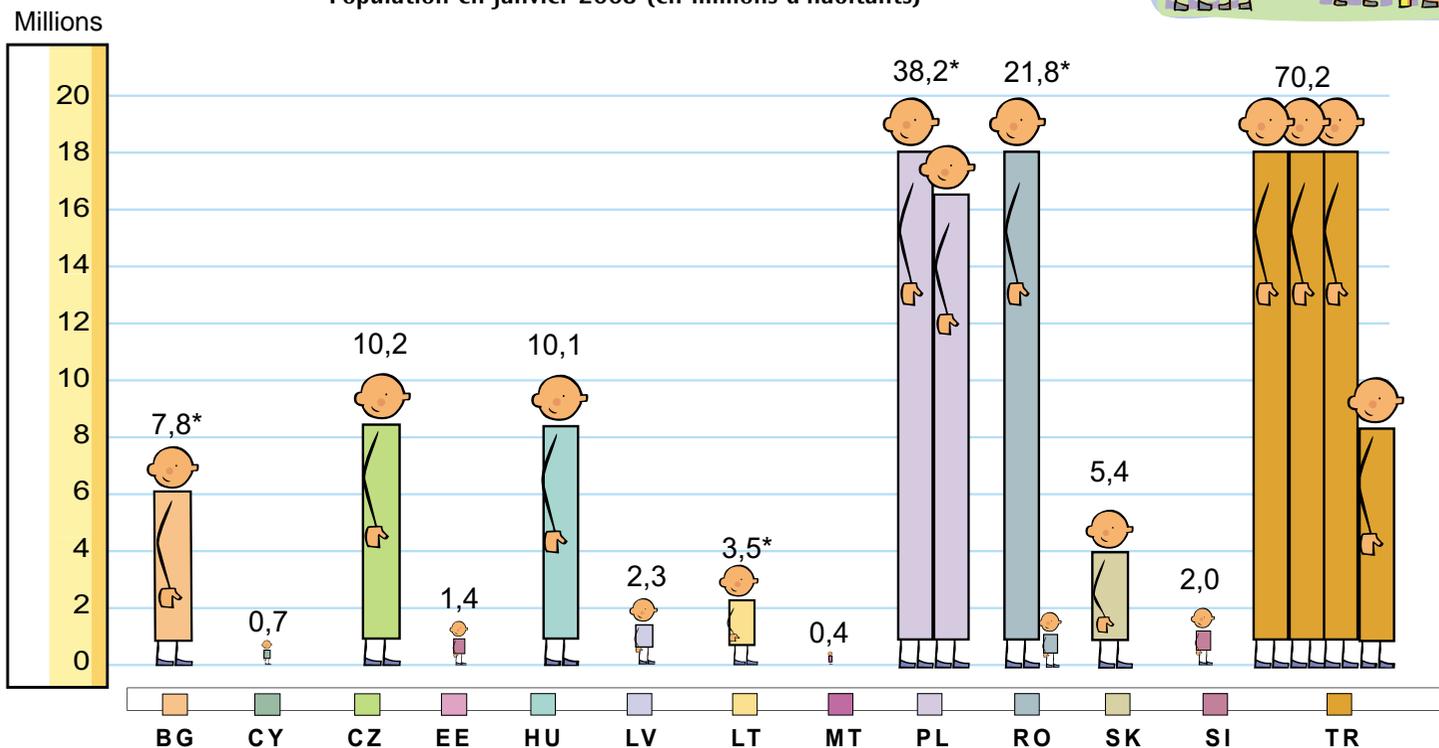


Source: Eurostat.

Leur population

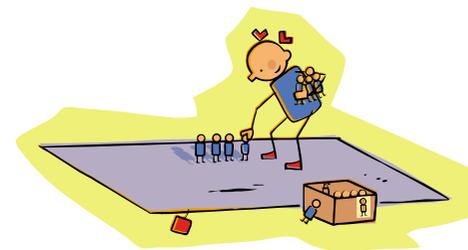


Population en janvier 2003 (en millions d'habitants)

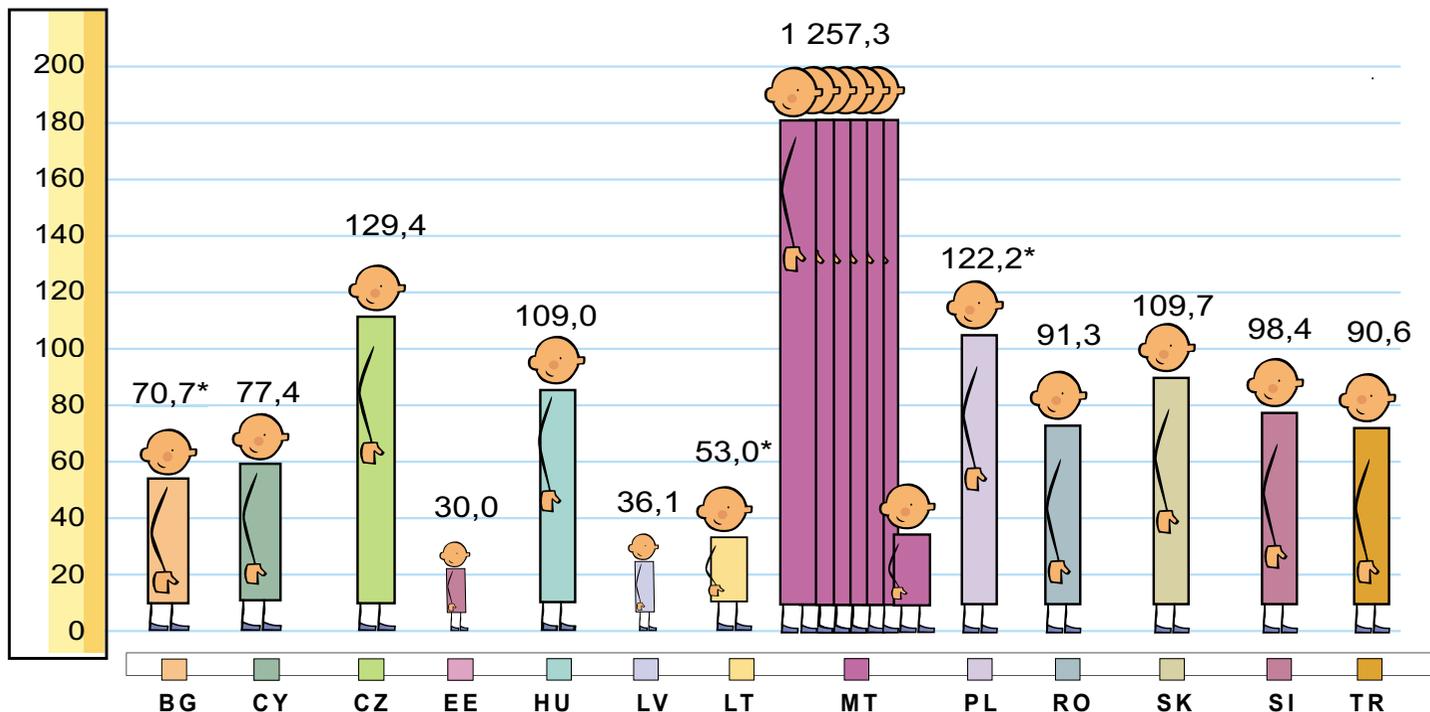


Source: Eurostat.

La densité de population diffère considérablement d'un pays candidat à l'autre, depuis Malte, très peuplée, à l'Estonie, presque déserte. En général, cette densité se situe en deçà de la moyenne de l'Europe des Quinze, soit 120,2 habitants par kilomètre carré.



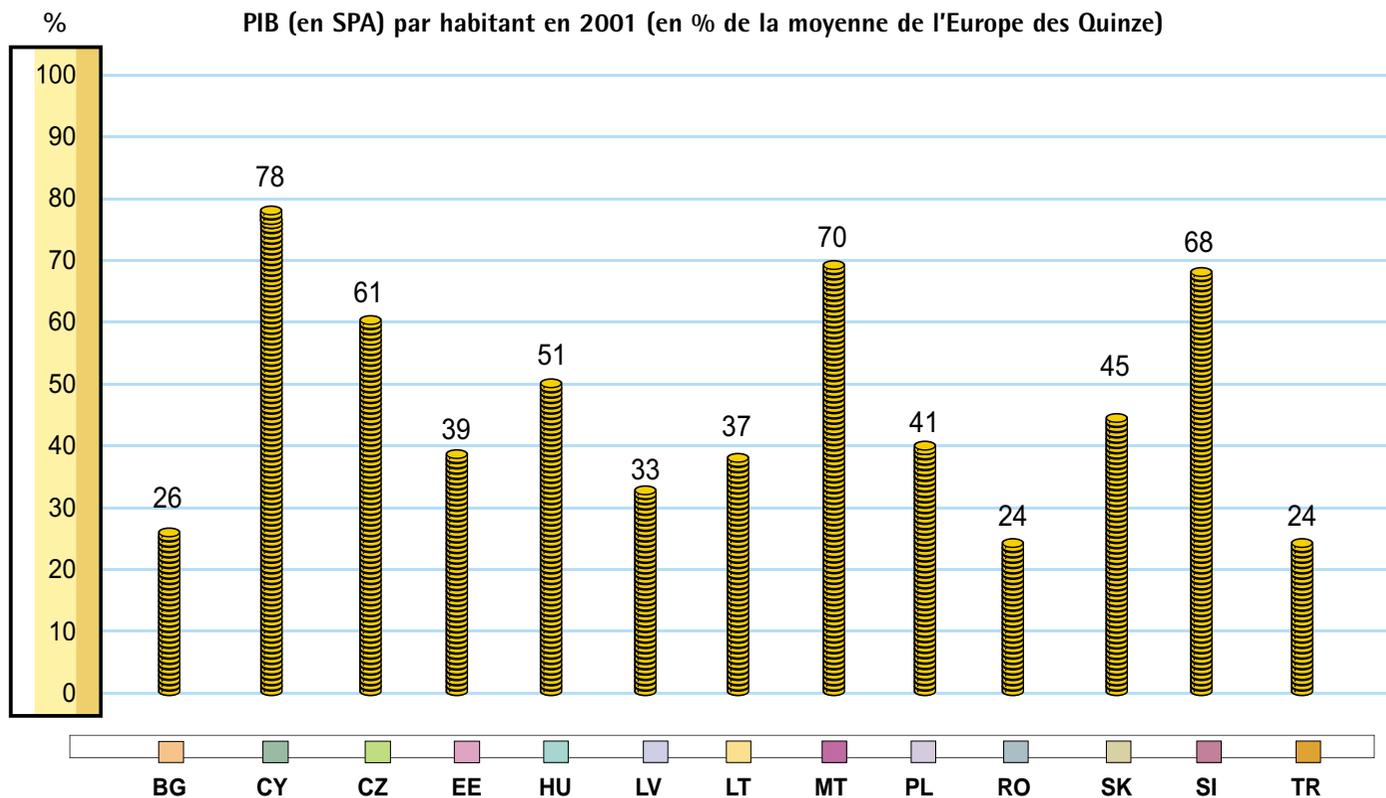
Densité de population en janvier 2003 (en nombre d'habitants par km²)



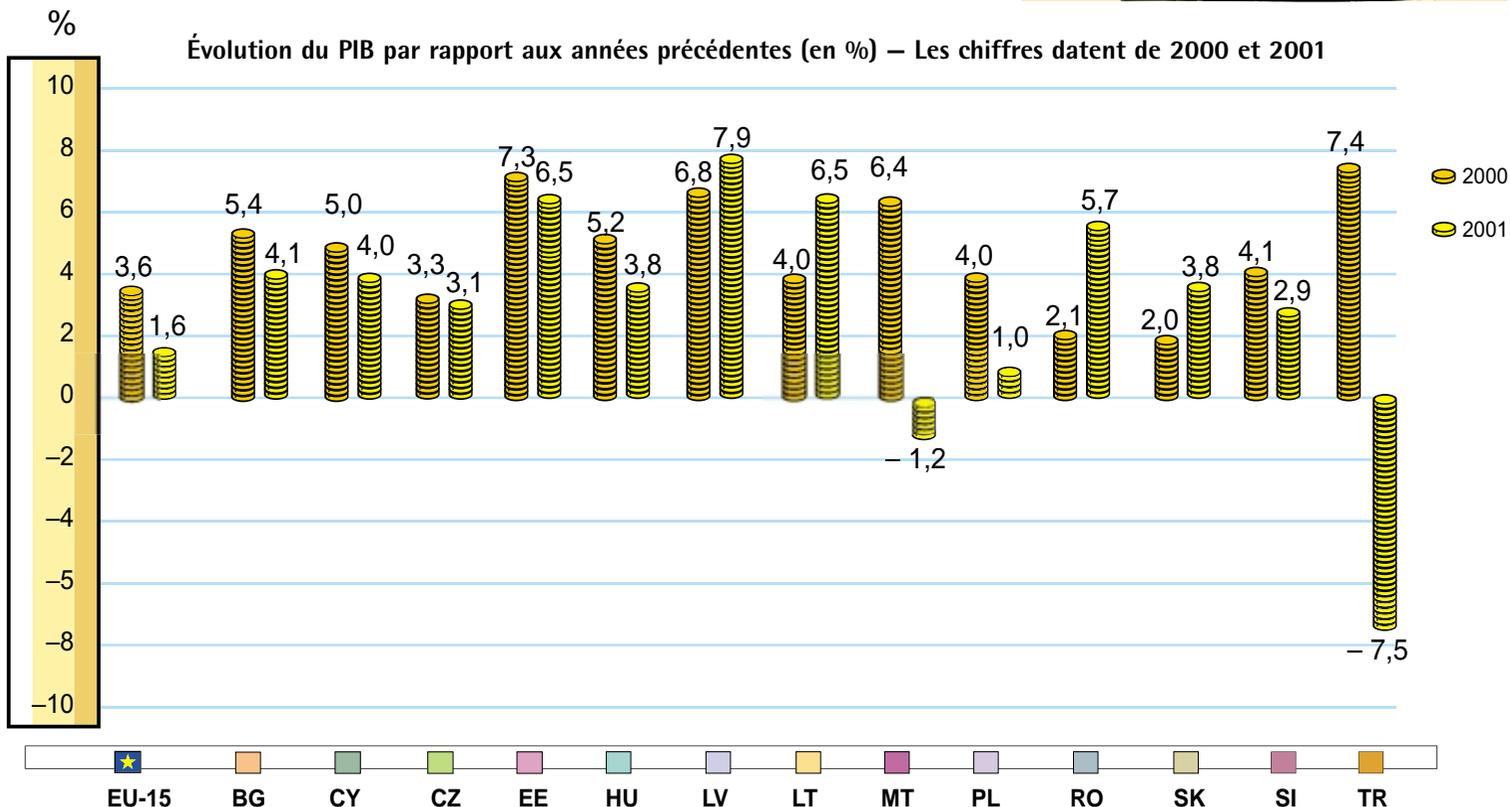
Source: Eurostat.

Leurs progrès économiques

Les dix nouveaux membres et les trois candidats restants sont, à l'heure actuelle, moins riches que la plupart des autres États membres et affichent tous des niveaux de prospérité différents. Le PIB par habitant, qui mesure la richesse des populations, est plus élevé dans de petits pays prospères comme Malte ou la Slovénie.



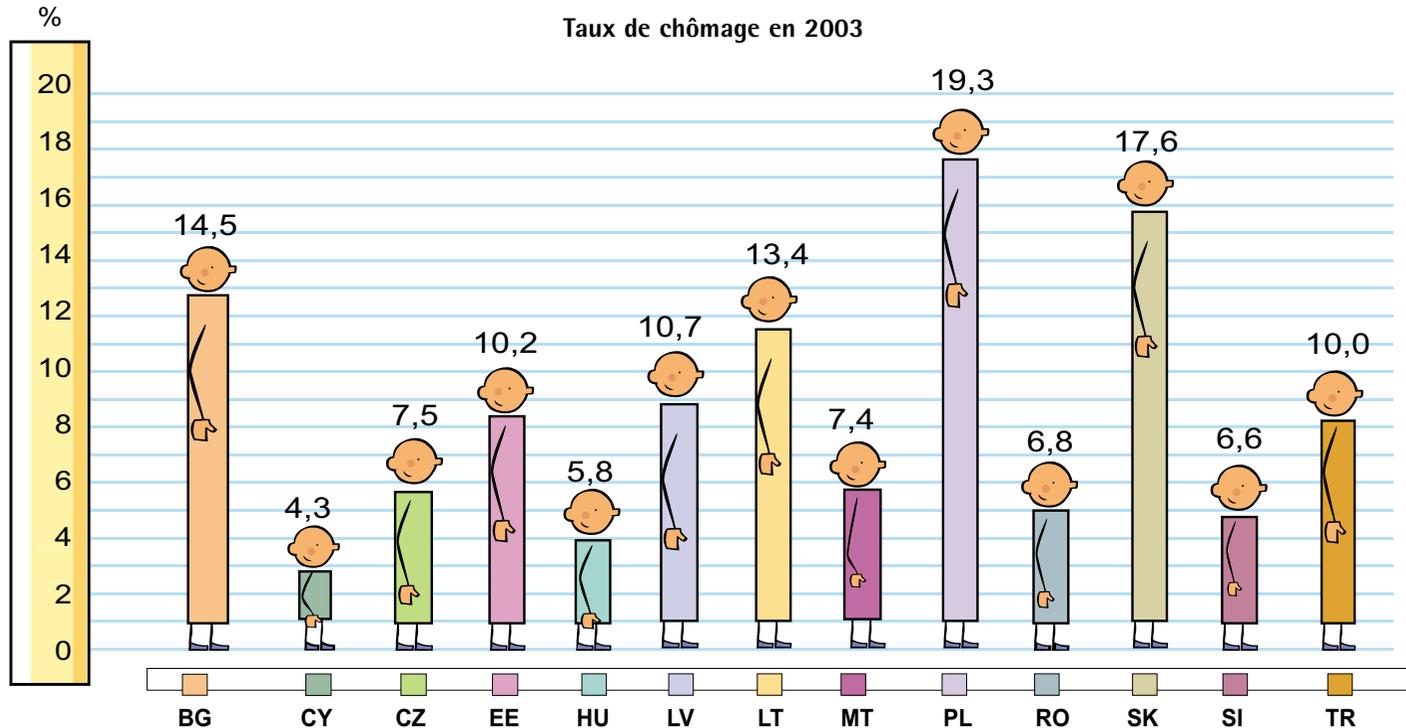
Durant la décennie écoulée, tous les pays ont mis en place une économie de marché en expansion. Des réformes économiques de grande ampleur créent de nouveaux emplois et engendrent un taux de croissance (5 % en 2000) supérieur à la moyenne communautaire.



Source: Eurostat.

Travail

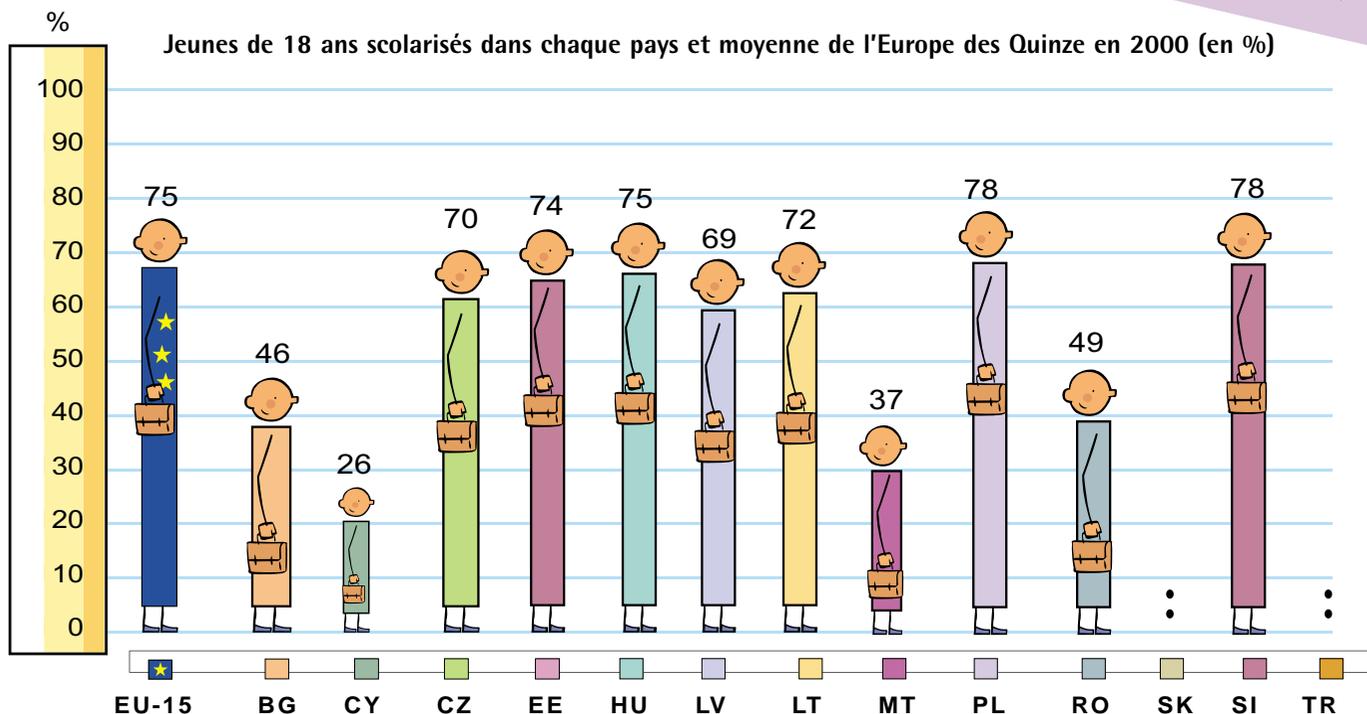
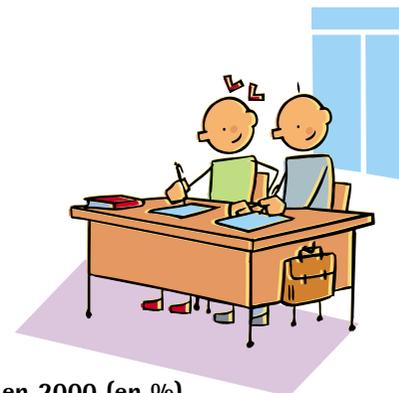
Les réformes économiques engagées dans les pays candidats ont donné naissance à des milieux d'affaires et à une industrie en meilleure forme, mais elles se sont aussi soldées par des suppressions d'emplois dans certains secteurs. Comme dans l'Union, les jeunes de moins de 25 ans sont plus durement touchés par le chômage, sauf à Chypre et à Malte. On escompte que l'adhésion à l'Union relancera la croissance et l'emploi.



Source: Eurostat.

Éducation

Les citoyens des pays candidats et des nouveaux États membres ont poursuivi des études comparables, en moyenne, à celles des citoyens de l'Union des Quinze. Dans certains pays, le pourcentage de jeunes de 18 ans scolarisés est supérieur à la moyenne communautaire. Dans les treize pays, les groupes d'âge plus jeunes bénéficient d'une meilleure éducation que les groupes plus âgés, et la poursuite d'études supérieures réduit considérablement le risque de chômage.



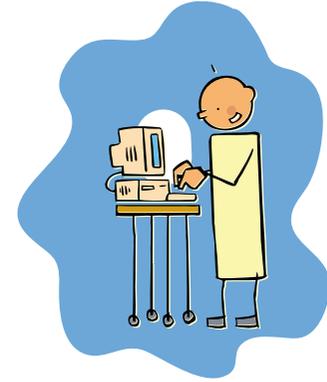
Les chiffres relatifs à Chypre ne comprennent pas les personnes étudiant à l'étranger. Les chiffres relatifs à la Pologne sont estimatifs.

Sources: Unesco, OCDE et Eurostat.

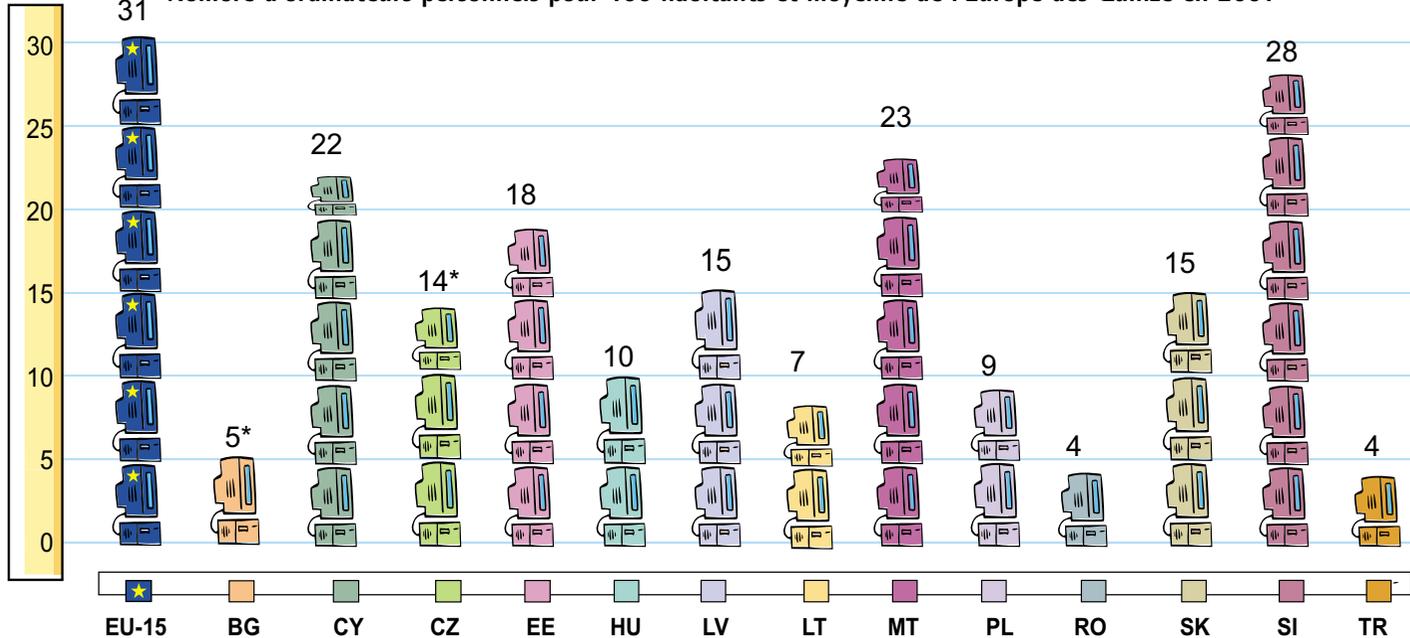


Société de l'information: à la recherche du temps perdu

En moyenne, on dénombre moins d'ordinateurs personnels pour 100 habitants dans les nouveaux États membres et les pays candidats que dans l'Europe des Quinze, mais cette moyenne augmente rapidement. La poursuite des progrès économiques permettra aux nouveaux États membres de combler leur retard sur leurs partenaires, et le recours accru à l'internet rendra ainsi leurs économies plus compétitives.

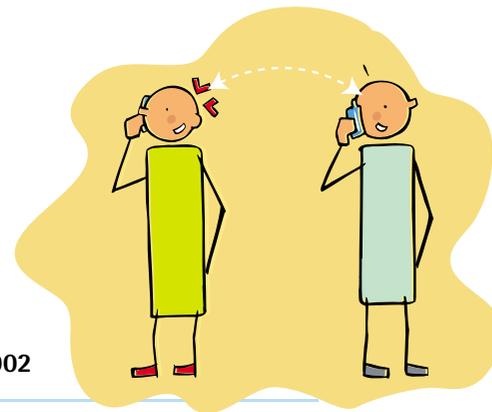


Nombre d'ordinateurs personnels pour 100 habitants et moyenne de l'Europe des Quinze en 2001

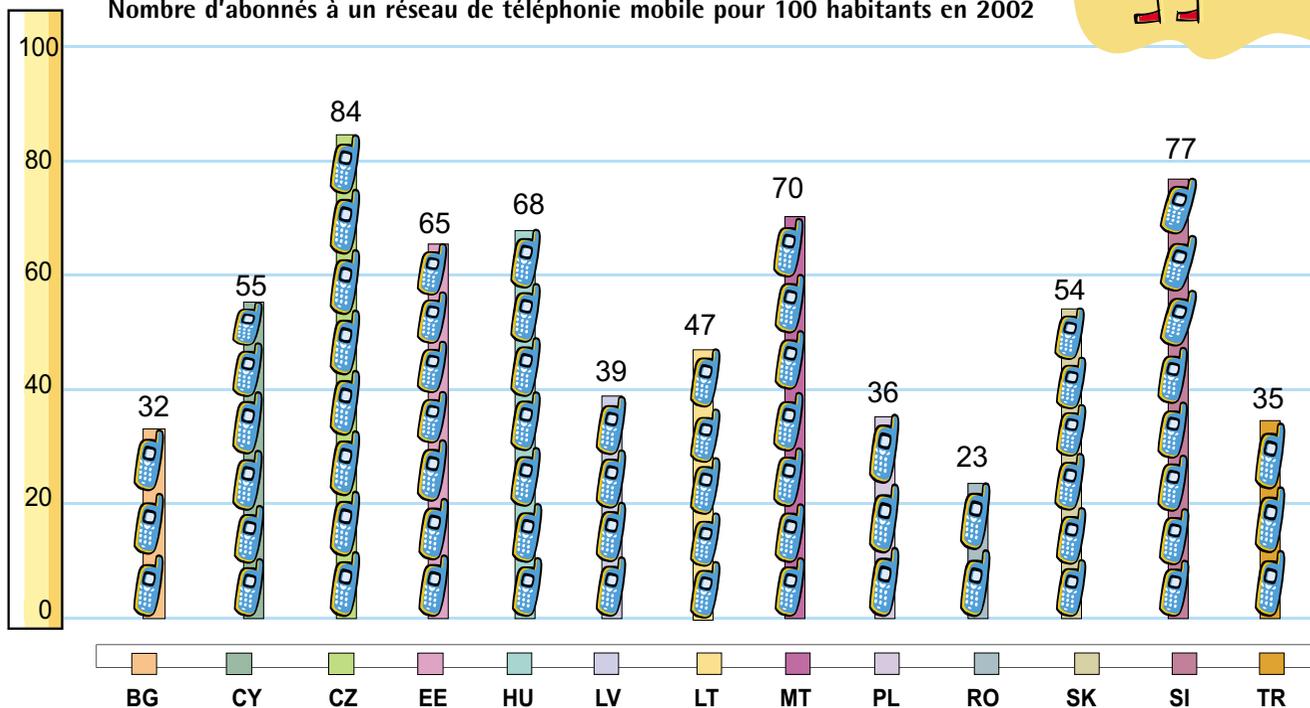


Source: Eurostat.

Depuis le milieu des années 90, le nombre de téléphones portables a augmenté de manière spectaculaire dans les pays candidats et les nouveaux États membres.



Nombre d'abonnés à un réseau de téléphonie mobile pour 100 habitants en 2002



Source: Eurostat.

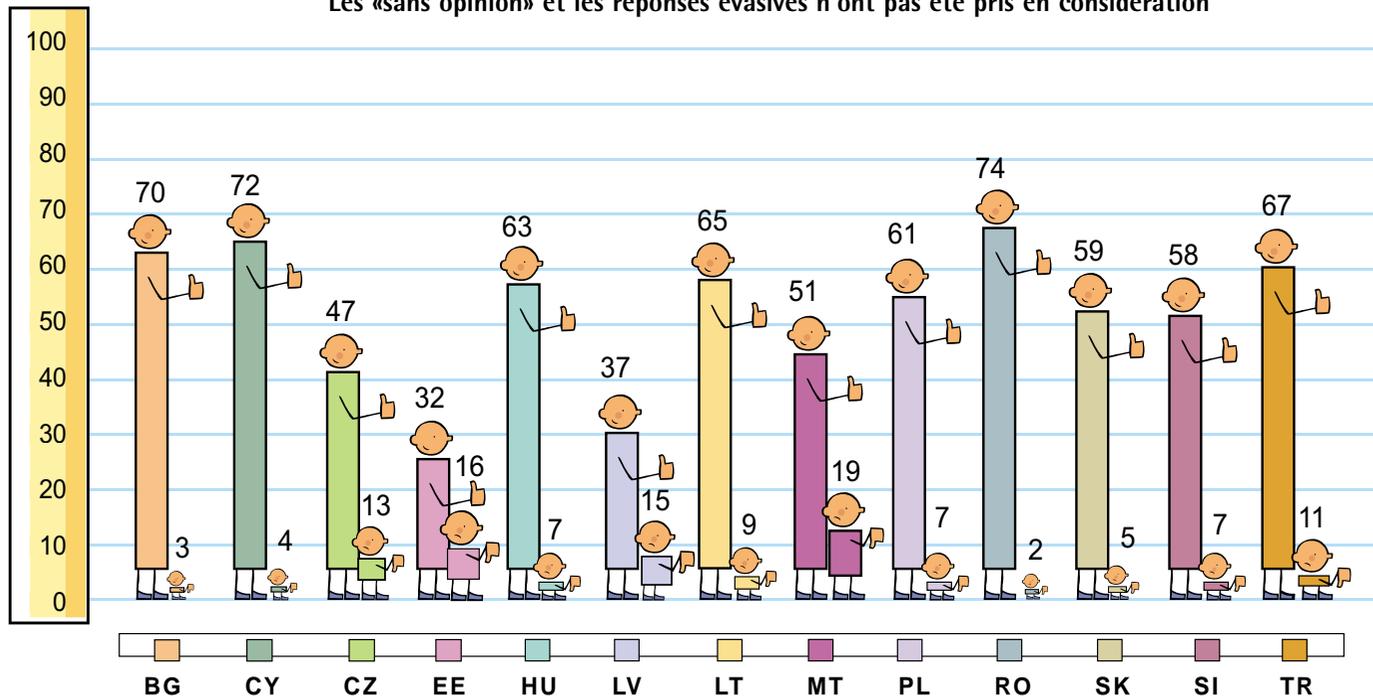


Confiants dans l'avenir

En mai 2003, un échantillon représentatif de citoyens des pays candidats a été invité à répondre, dans le contexte d'une étude Eurobaromètre, à la question de savoir si l'adhésion à l'Union était une bonne ou une mauvaise chose. Près des deux tiers (64 %) des personnes interrogées ont estimé que leurs pays respectifs tireraient profit de leur entrée dans l'Union. Seuls 8 % ont émis un avis contraire.



% Avis favorables sur l'adhésion à l'Union, avec ventilation par pays (en % du nombre de personnes interrogées) – Les «sans opinion» et les réponses évasives n'ont pas été pris en considération

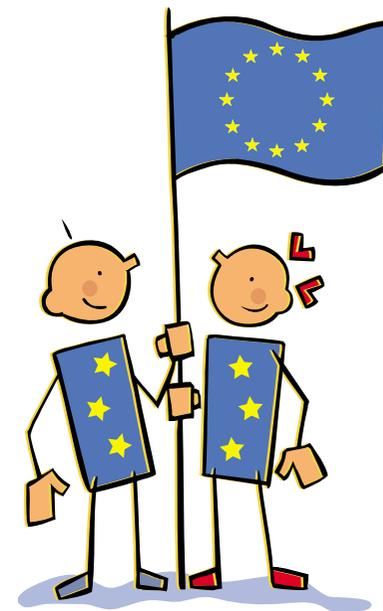


Conclusions

Avec les élargissements de 2004 et 2007, l'Union européenne saisit une occasion proprement historique d'unifier un continent naguère divisé et de créer une Europe pacifique, stable et démocratique. Le processus d'élargissement engendrera par ailleurs un marché unique de près de 0,5 milliard de consommateurs, un marché riche en perspectives de croissance économique et de prospérité florissante.

Cependant, la paix, la démocratie, la stabilité et la prospérité ne sauraient s'arrêter aux nouvelles frontières de l'Union. Voilà pourquoi celle-ci continuera à resserrer ses liens avec ses voisins proches: Russie, Belarus, Ukraine, Moldova, Caucase et Balkans, Proche-Orient et Afrique du Nord. En travaillant de manière constructive avec ces parties du monde sur le double plan politique et économique et en leur facilitant l'accès au marché unique élargi, l'Union aspire à répandre la prospérité, la stabilité et la démocratie à travers tout son voisinage.

Pour la période s'étendant de 2000 à 2006, l'élargissement ne coûtera à l'Union qu'environ un millième de son PIB annuel. C'est là un prix minime à payer au regard des avantages d'une Europe unie et d'un monde plus stable.



Commission européenne

L'Union européenne en lettres et en chiffres

Série *Documentation européenne*

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2004 – 79 p. – 24,5 x 16,2 cm

ISBN 92-894-6725-8

Résumé

L'Union européenne couvre une large partie de l'Europe. En 2004, le nombre de ses États membres est passé de quinze à vingt-cinq. Rejointe, en 2007, par deux autres pays, elle comptera alors près de 0,5 milliard d'habitants.

L'Union vise à se doter d'une société équitable et attentive à autrui. Tous ses membres sont attachés à la paix, à la démocratie, à la primauté du droit et au respect des droits de l'homme et travaillent ensemble au rayonnement de ces valeurs à l'échelle mondiale.

Pour devenir plus compétitive et plus prospère, l'Union crée des emplois nouveaux et meilleurs et offre de nouvelles qualifications à ses citoyens. En partenariat avec ses voisins proches, elle œuvre aussi à répandre prospérité et avancées démocratiques au-delà de ses frontières.

La présente brochure comporte de nombreuses informations élémentaires sur l'Union européenne et contient des données chiffrées actualisées et mises sous la forme de graphiques et autres illustrations clairs et attrayants.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne



Des informations dans toutes les langues de l'Union européenne peuvent être obtenues sur l'internet via le serveur Europa:
<http://europa.eu.int>



Des centaines de centres d'information locaux sont répartis dans toute l'Europe. Vous pouvez trouver l'adresse du centre le plus proche de chez vous en consultant ce site web:
http://europa.eu.int/comm/relays/index_fr.htm



EUROPE *DIRECT* est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne, que vous pouvez joindre par le numéro gratuit suivant:
00 800 6 7 8 9 10 11 [à partir de pays non-UE par le numéro payant (32-2) 299 96 96], ou par courrier électronique via: <http://europa.eu.int/europedirect>

Pour obtenir des informations et des publications concernant l'Union européenne en langue française, vous pouvez vous adresser à:

REPRÉSENTATIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Représentation en France

288, boulevard Saint-Germain
F-75007 Paris
Internet: <http://europa.eu.int/france>

Pour obtenir des publications:

Sources d'Europe, centre d'information sur l'Europe
Le Socle de la Grande Arche
F-92044 Paris-la Défense Cedex
Tél. (33) 141 25 12 12
Internet: <http://www.info-europe.fr>

Représentation à Marseille

CMCI
2, rue Henri-Barbusse
F-13241 Marseille Cedex 01
Tél. (33) 491 91 46 00
Fax (33) 491 90 98 07

Représentation en Belgique

Rue Archimède 73
B-1000 Bruxelles
Tél. (32-2) 295 38 44
Fax (32-2) 295 01 66
Internet: <http://europa.eu.int/comm/represent/be/>
E-mail: represent-bel@cec.eu.int

Représentation au Luxembourg

Bâtiment Jean Monnet
Rue Alcide De Gasperi
L-2920 Luxembourg
Tél. (352) 43 01-34925
Fax (352) 43 01-34433
Internet: <http://europa.eu.int/luxembourg>
E-mail: BURLUX@cec.eu.int

BUREAUX DU PARLEMENT EUROPÉEN

Bureau pour la France

288, boulevard Saint-Germain
F-75007 Paris
Tél. (33) 140 63 40 00
Fax (33) 145 51 52 53
Minitel: 3615-3616 EUROPE
Internet: <http://www.europarl.eu.int/paris>
E-mail: EPParis@europarl.eu.int

Antenne de Strasbourg

1, avenue du Président-Robert-Schuman
BP 1024 F
F-67070 Strasbourg Cedex
Tél. (33) 388 17 40 01
Fax (33) 388 17 51 84

Internet: <http://www.europarl.eu.int/>
E-mail: epstrasbourg@europarl.eu.int

Antenne de Marseille

2, rue Henri-Barbusse
F-13241 Marseille
Tél. (33) 491 91 46 00
Fax (33) 491 90 95 03
Internet: <http://www.europarl.eu.int/marseille>
E-mail: epmarseille@europarl.eu.int

Bureau pour la Belgique

Rue Wiertz
B-1047 Bruxelles
Tél. (32-2) 284 20 00
Fax (32-2) 230 75 55
Internet: <http://www.europarl.eu.int/brussels>
E-mail: epbrussels@europarl.eu.int

Bureau pour le Luxembourg

Bâtiment Robert Schuman
Place de l'Europe
L-2929 Luxembourg
Tél. (352) 43 00-22597
Fax (352) 43 00- 22457
Internet: <http://www.europarl.eu.int>
E-mail: EPLuxembourg@europarl.eu.int

Des représentations ou des bureaux de la Commission européenne et du Parlement européen existent dans tous les États membres de l'Union européenne. Des délégations de la Commission existent dans d'autres pays du monde.

